

DÉLIBÉRATION N°CP 2022-006

DU 28 JANVIER 2022

DIVERSES MESURES POUR L'EMPLOI

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis et modifié par le règlement 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE L 215 du 7 juillet 2020 ;

VU le règlement (UE) n°651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité publié au JOUE L187 le 26 juin 2014 modifié par le règlement 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE L156 du 20 juin 2017 et par le règlement 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE L215 du 7 juillet 2020 ;

VU le régime exempté SA.58981 relatif aux aides à la formation pour la période 2014-2023, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 du 17 juin 2014 publié au JOUE L187 du 26 juin 2014 modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE L156 du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE L215 du 7 juillet 2020 ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code du travail, notamment la sixième partie ;

VU le code de la commande publique ;

VU la loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;

VU la délibération n° CR 72-07 du 27 juin 2007 portant adoption du schéma régional de la formation, initiale et continue, tout au long de la vie 2007-2013, prorogée par la délibération n° CR 80-13 du 26 septembre 2013 ;

VU la délibération n° CR 58-08 du 26 juin 2008 relative au service public régional de la formation et de l'insertion professionnelles : politique régionale en faveur de l'accès et du retour à l'emploi qualifié, dans le cadre du schéma régional des formations ;

VU la délibération n° CR 54-09 du 19 juin 2009 relative au service public régional de formation et d'insertion professionnelles : refonte des dispositifs régionaux de formation des personnes privées d'emploi ;

VU la délibération n° CR 17-12 du 17 février 2012 relative au renforcement du service public de formation et d'insertion professionnelles, et notamment son annexe 6 relative à l'expérimentation ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée adoptant la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CP 2018-099 du 16 mars 2018 portant soutien régional aux actions

expérimentales ;

VU la délibération n° CP 2018-135 du 16 mars 2018 portant mise en œuvre du Plan d'investissement dans les compétences ;

VU la délibération n° CP 2018-230 du 4 juillet 2018 portant règlement d'intervention du dispositif Actions territorialisées et 2e affectation Actions expérimentales ;

VU la délibération n° CP 2018-488 du 21 novembre 2018 relative à l'adoption de la convention entre la Région et l'Agence de Services et de Paiement (ASP) ;

VU la délibération n° CP 2019-057 du 24 janvier 2019 relative aux Actions expérimentales – Première affectation ;

VU la délibération n° CP 2019-089 du 19 mars 2019 relative au programme régional Actions expérimentales : deuxième affectation 2019 – Programme régional Actions territorialisées : première affectation 2019 ;

VU la délibération n° CR 2019-011 du 20 mars 2019 Pacte régional d'investissement dans les compétences ;

VU la délibération n° CP 2019-305 du 3 juillet 2019 relative à la consultation « Formations e-learning et multimodales » – Mise en œuvre du Pacte – Subventions « Actions territorialisées » et « Actions expérimentales » ;

VU la délibération n° CR 2020-017 du 11 juin 2020 relative au Pacte régional d'investissement dans les compétences 2020 et à la convention-cadre région Île-de-France et Pôle emploi 2020/2023 ;

VU la délibération n° CP 2020-212 du 1er juillet 2020 approuvant le dispositif d'aide à la formation vers un métier en tension ;

VU la délibération n° CP 2020-467 du 18 novembre 2020 diverses mesures pour la formation professionnelle qualifiante ;

VU la délibération n° CP 2020-501 du 18 novembre 2020 relative au programme « Compétences + » : lauréats de l'appel à projets 2020 du Pacte régional d'investissement dans les compétences ;

VU la délibération n° CP 2021-020 du 21 janvier 2021 portant sur les action territorialisée : 1ère affectation 2021 - Action expérimentale : 1ère affectation 2021 - PRFE : 2ème affectation

VU la délibération CP 2021-171 du 1er avril 2021 portant affectations au PRFE et PPMJ – aide à la formation – actions territorialisées et actions expérimentales – subvention 2021 CDRIML ;

VU la délibération n° CR 2021-038 du 2 juillet 2021 relative aux délégations de pouvoir du conseil régional à sa Présidente ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 2021-055 du 21 juillet 2021 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n°CP 2021-332 du 22 juillet 2021 portant sur l'intégration d'une clause éthique dans les conventions passées par la Région ;

VU la délibération n° CP 2021-460 du 19 novembre 2021 – Diverses mesures pour l'emploi

VU la délibération n° CP 2021-462 du 19 novembre 2021 relative à la convention entre la Région et l'ASP – frais de gestion ASP 2022- Remises gracieuses – Règlement d'intervention « Rémunération des stagiaires »

VU le budget de la Région Île-de-France pour 2022 ;

VU l'avis de la commission de l'emploi et de la formation professionnelle ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2022-006 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Affectation au titre du futur Programme Régional de Formation pour l'Emploi (PRFE) 2022 / 2023

Affecte une autorisation d'engagement de **132 602 000 €**, dont **84 542 000 €** du budget régional et **48 060 000 €** au titre du Pacte d'investissement dans les compétences, disponible sur le chapitre 931 « Formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 113 « Formation certifiante des personnes en recherche d'emploi », programme HP 113-006 (1 11 006) « Formations qualifiantes et métiers », action 1 11 006 03 « Formations qualifiantes et métiers » du budget 2022.

Article 2 : Affectation complémentaire au titre de la mesure d'aide à la formation vers un métier en tension

Affecte pour la mesure « Aide à la formation vers un métier en tension » une autorisation d'engagement de **4 500 000 €** au titre du Pacte régional d'investissement dans les compétences (PRIC) disponible sur le chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 115 « Rémunération des stagiaires », programme HP 115-008 (111 008) du budget 2022« Rémunération des stagiaires et frais annexes », action 111 008 02 « Mesures d'accompagnement des stagiaires » du budget 2022.

Le financement du programme s'inscrit dans le cadre du Pacte régional d'investissement dans les compétences.

Article 3 : Attribution de subventions au titre du programme « Actions expérimentales et formation professionnelle »

Décide de participer, au titre du programme « Actions expérimentales », au financement des trois projets portés par l'AGCNAM, l'association RENAISSANCE, et l'association 60000 REBONDS détaillés en annexe 1 à la présente délibération par l'attribution de trois subventions d'un montant maximum prévisionnel de **223 202 €**.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature d'une convention conforme à la convention-type, jointe en annexe de la délibération n° CP 2021-460 du 19 novembre 2021 susvisée, et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **223 202 €**, disponibles sur le chapitre 931 « Formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 112 « Formation professionnalisante des personnes en recherche d'emploi », programme HP 112-006 « Formations qualifiantes et métiers », Action 11100605 « Formations complémentaires » du budget 2022.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de ces subventions, à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans la fiche-projet en annexe 1 à la présente délibération, par dérogation à l'article 29 (subventions de fonctionnement) du règlement budgétaire et financier susvisé.

Le financement du programme « Actions expérimentales » s'inscrit dans le cadre du Pacte régional

Article 4 : Attribution de subvention au titre du programme « Actions territorialisées emploi et formation »

Décide de participer, au titre du programme « Actions territorialisées », au financement d'un projet porté par l'association « Assure moi un projet (AMUP) détaillé en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **180 000 €**.

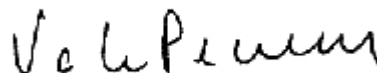
Subordonne le versement de cette subvention à la signature d'une convention conforme à la convention-type, jointe en annexe de la délibération n° CP 2021-460 du 19 novembre 2021 susvisée, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **180 000 €** sur le chapitre 931 « Formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 113 « Formation certifiante des personnes en recherche d'emploi », programme HP 113-006 (113-006) « Formations qualifiantes et métiers », Action 111 00603 « Formations qualifiantes et métiers » du budget 2022.

Article 5 : Avenants à deux conventions de projets relevant du Plan régional d'investissement dans les « Compétences+ » en 2020

Approuve les projets d'avenants à la convention n°20-EX053339-001-PRIC entre la région Île-de-France et l'organisme « Rocket School » et à la convention n°20-EX053324-001-PRIC entre la région Île-de-France et l'organisme « Justice deuxième Chance », respectivement en annexe 3 (fiches projets) et 4 (projets d'avenants) à la présente délibération, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 31 janvier 2022, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 31 janvier 2022 (référence technique : 075-237500079-20220128-lmc1140540-DE-1-1) et affichage ou notification le 31 janvier 2022.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 : Fiches projet Actions expérimentales

DOSSIER N° 21010804 - AE 2022_Bac+1_intégrateur_web

Dispositif : Actions expérimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi (n° 00000821)

Délibération Cadre : CP2021-460 du 19/11/2021

Imputation budgétaire : 931-113-65738-111006-400

Action : 11100605- Formations complémentaires

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions expérimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi	312 852,00 € TTC	23,40 %	73 202,00 €
Montant total de la subvention			73 202,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AGCNAM ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 9 COUR DES PETITES ECURIES
75010 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur SYLVAIN PASCAL, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2022 - 1 juillet 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le recrutement des stagiaires nécessite que le projet démarre au 01/01/22

Description :

L'objectif du dispositif est la formation de jeunes décrocheurs du système universitaire ou bacheliers professionnels par une pédagogie active, en rupture avec les méthodes utilisées en formation initiale. Le diplôme préparé valide 60 ECTS donnant aux jeunes qui en sont titulaires le choix entre une insertion professionnelle rapide ou la poursuite d'études à un niveau supérieur. La spécialité « intégrateur web » répond à des besoins en qualification identifiés par les partenaires emploi impliqués dans le projet. Le nombre de bénéficiaires est de 30 stagiaires.

Les entités partenaires, ainsi réunies en consortium, sont : Le Pôle Territorial de Coopération Economique, La ville des Mureaux, La mission locale des Mureaux, l'association Inersite, Invie, l'association Académie des Pluriels, l'Association Mode d'Emploi, SynergyLab

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique : YVELINES**Contrat Particulier :** Hors CPRD**CPER :** Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Salaires et charges (dont charge d'enseignement, dépenses d'ingénierie et coût d'accompagnement)	244 388,00	78,12%
Frais administratifs	28 000,00	8,95%
Loyers et charges	15 744,00	5,03%
Fournitures spécifiques diverses	5 520,00	1,76%
Déplacements intervenants	6 000,00	1,92%
Coût de fonctionnement de la structure	13 200,00	4,22%
Total	312 852,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention HESAM	90 000,00	28,77%
Subvention PIC 100% inclusion (Subvention Etat - en attente de passage en commission)	55 800,00	17,84%
Participation financière Région Ile-de-France	73 202,00	23,40%
Fonds propres	93 850,00	30,00%
Total	312 852,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.58981 Formation (ex SA.40207) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020, relatif à : aides à la formation

DOSSIER N° 22001534 - une économie circulaire durable et solidaire pour une mode responsable

Dispositif : Actions expérimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi (n° 00000821)

Délibération Cadre : CP2021-460 du 19/11/2021

Imputation budgétaire : 931-112-65738-111006-400

Action : 11100605- Formations complémentaires

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions expérimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi	345 000,00 € TTC	28,99 %	100 000,00 €
Montant total de la subvention			100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RENAISSANCE
Adresse administrative : 5 PLACE ANDRE MALRAUX
75001 PARIS 01
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Philippe GUILLET, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2022 - 31 octobre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : le recrutement des stagiaires nécessite que le projet démarre au 01/01/2022

Description :

ce projet a pour objectif de promouvoir la pratique du développement durable dans l'industrie de la mode et du luxe qui connaît un essor conséquent et de contribuer à la réinsertion des 17 personnes en situation d'échec issus d'ateliers des chantiers d'insertion de répondre mais également aux sollicitations croissantes des maisons de couture, acteurs culturels et industriels qui souhaitent confier à RENAISSANCE la confection de collections UP'CYCLEES à partir de pièces de vestiaires de luxe données par des ambassadrices s'appuyant sur les compétences de personnes issues des chantiers d'insertion.

Les 17 stagiaires bénéficieront d'une formation professionnalisante d'une durée de 1400H par stagiaire rallongée à 10 mois au regard des 2 autres promotions de 5 et 6 mois ce qui représente un volume total de 23 800 H. Ce pour consolider et sécuriser le parcours professionnel de chaque apprenant les suites de parcours envisagées : embauche au sein de la future structure économique en cours de création- Poursuite en formation pour développer les compétences - embauche dans les maisons de couture

A terme le souhait de cette structure est rendre cette formation certifiante

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de

la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

🏠 VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
SALAIRE ET CHARGES	100 000,00	28,99%
FORMATION DES STAGIAIRES	175 000,00	50,72%
FRAIS D'ACCOMPAGNEMENT ET D'INGENIERIE	50 000,00	14,49%
CREATION DE DETOX TON STOCK	20 000,00	5,80%
Total	345 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
ADEME	50 000,00	14,49%
ACADEMIE DES BEAUX ARTS	5 000,00	1,45%
MINISTERE DE LA CULTURE	10 000,00	2,90%
SUBVENTION REGION	100 000,00	28,99%
FONDS DOMORROW	60 000,00	17,39%
VENTE AUX ENCHERES	13 000,00	3,77%
FONDATION SISLEY D'OMANO	10 000,00	2,90%
FONDATION RATP	12 000,00	3,48%
FONDATION BAUDOUX	5 000,00	1,45%
FONDATION TRANS DEV	15 000,00	4,35%
FONDATION SUEZ	40 000,00	11,59%
FIS	15 000,00	4,35%
GENEROSITE DU PUBLIC	10 000,00	2,90%
Total	345 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.58981 Formation (ex SA.40207) adopté sur la base du RGE 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020, relatif à : aides à la formation

DOSSIER N° 22001577 - AE 2022_60 000 Rebonds Île-de-France

Dispositif : Actions expérimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi (n° 00000821)

Délibération Cadre : CP2021-460 du 19/11/2021

Imputation budgétaire : 931-113-65738-111006-400

Action : 11100605- Formations complémentaires

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions expérimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi	170 000,00 € TTC	29,41 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : 60000 REBONDS

Adresse administrative : 1 PL DES SAISONS
92400 COURBEVOIE

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur Michel MAIRE Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2022 - 21 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le projet doit démarrer au 1er janvier 2022. Les premiers entrepreneurs seront recrutés à partir de cette date.

Description :

Accompagner 100 entrepreneurs ayant liquidé leur société à rebondir vers un nouveau projet professionnel entrepreneurial ou salarial, plus vite et mieux. 60000 Rebonds contribue ainsi à changer le regard sur l'échec afin qu'il soit reconnu comme un apprentissage.

Les bénéficiaires sont accompagnés pour une durée maximale de 24 mois. Le délai moyen pour rebondir est de 14 mois. Le dispositif d'accompagnement de 60 000 rebonds s'appuie sur des séances de coaching individuelles, un parrainage et des séances collectives de coaching.

Accroître le maillage territorial et les capacités d'accompagnement des entrepreneurs (TPE/PME)

- La proximité est un facteur clef de réussite du dispositif mis en oeuvre.
- Mobiliser et mettre en réseau les acteurs locaux de l'entrepreneuriat et d'insertion sociale
- Dynamiser de la vie d'un territoire avec la création de richesse économique et sociale
- Favoriser le remplacement dans l'emploi de publics fragilisés

L'ambition à échéance fin 2022 :

↳ Structuration et montée en puissance des antennes Ile de France existantes (5 antennes) et création d'une nouvelle antenne.

L'association a noué des partenariats avec des structures publics ou avec des missions de service public (Conseils Généraux, Départementaux, les CCI, l'APEC, l'ADIE, Pôle Emploi,), les professionnels des procédures collectives (Tribunaux de Commerces, Greffes, Mandataires Judiciaires, avocats), et les réseaux institutionnels de représentation des entreprises ou des entrepreneurs (Medef, CPME, Initiative France, Réseau Entreprendre,).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

 REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Salaires et charges	100 000,00	58,82%
Frais administratifs	7 000,00	4,12%
Frais à la mise en oeuvre de l'action	63 000,00	37,06%
Total	170 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Île-de-France	50 000,00	29,41%
Partenaires publics	64 000,00	37,65%
Fonds propres	15 000,00	8,82%
Autres (dons, cotisations)	41 000,00	24,12%
Total	170 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.58981 Formation (ex SA.40207) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020, relatif à : aides à la formation

Annexe 2 : Fiches projets Actions territorialisées

DOSSIER N° 22001101 - AT 2022_AMUP

Dispositif : Actions territorialisées (n° 00001102)

Délibération Cadre : CP2021-460 du 19/11/2021

Imputation budgétaire : 931-113-65738-111006-1600

Action : 11100603- Formations qualifiantes et métiers

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions territorialisées	299 000,00 € TTC	60,20 %	180 000,00 €
	Montant total de la subvention		180 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSURE MOI UN PROJET
Adresse administrative : 11 QUAI DE DION BOUTON
92816 PUTEAUX
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jérémie SEBAG, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 février 2022 - 31 janvier 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Découvrir le secteur et l'accessibilité et la diversité des métiers du courtage en assurances.

L'association propose un parcours d'insertion dans l'emploi & de formation en 3 étapes afin d'aider les apprenants à

1- connaître le secteur (étape1 : AMORCAGE, IMMERSION et DECOUVERTE METIER)

2- acquérir des compétences (étape 2 : FORMATION en ALTERNANCE) –

3- s'engager dans leur projet professionnel (étape 3 : INTEGRATION EN ENTREPRISE)

L'association anime cette formation avec un réseau d'accompagnants : Coach, job coach, RH en transition professionnelle et mentors.

Un programme court (capacité professionnelle de niveau 3) : 175h

Un programme long (capacité professionnelle de niveau 1) : 470h

Nombre de bénéficiaires : 40

Personnalités qualifiées membres du comité de pilotage

Partenaires institutionnels : Pôle emploi, les missions locales, les villes (Levallois, Puteaux, Neuilly, Courbevoie)

Organisations professionnelles : la branche professionnelle (CSCA) ; l'OPCA de la branche - des employeurs (courtiers) ; OPCO AGEFOS en 2018 et OPCO ATLAS en 2020 ;

Entreprises : AG2R La Mondiale ; les Entreprises (par leur adhésion à l'association),

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

 HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Ingénierie de projet	68 000,00	22,74%
Coordination	80 000,00	26,76%
Face à face pédagogiques	64 000,00	21,40%
Assistante + prestataire comptabilité	33 000,00	11,04%
Outils informatiques/bureautique/comptable	7 000,00	2,34%
Actions de communication	12 000,00	4,01%
Partenariats et suivi du collectif employeurs	35 000,00	11,71%
Total	299 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Participation Conseil régional Île-de-France	180 000,00	60,20%
Fonds propres	19 000,00	6,35%
Participations entreprises	100 000,00	33,44%
Total	299 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.58981 Formation (ex SA.40207) adopté sur la base du RGE 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020, relatif à : aides à la formation

Annexe 3 : Fiches projets PRIC

DOSSIER N° EX053324 - Appel à projets PRIC (Plan Régional d'Investissement dans les Compétences) - JUSTICE DEUXIÈME CHANCE - Promotions Victor Hugo

Dispositif : Appel à projets COMPETENCES + dans le cadre du PACTE/PIC (n° 00001169)

Délibération Cadre : CR2019-011 du 20/03/2019

Imputation budgétaire : 931-112-6574-111006-400

Action : 11100605- Formations complémentaires

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Appel à projets COMPETENCES + dans le cadre du PACTE/PIC	275 000,00 € TTC	43,64 %	120 000,00 €
Montant total de la subvention			120 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : J2C JUSTICE DEUXIEME CHANCE

Adresse administrative : ZAC DES CORNILLONS NORD
93200 SAINT-DENIS

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur JEAN-JACQUES ORIOL, Vice-président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 15 décembre 2020 - 19 septembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le dispositif se veut « dedans – dehors » : il débute en détention et se poursuit à la sortie de l'établissement pénitentiaire.

« Dedans » :

Il s'agit d'accompagner les détenus dans la préparation de leur sortie par des travaux collectifs et individuels sur des thématiques variées : communication, éducation aux media, logement, budget, santé, bureautique et emploi.

Cette période de deux mois, entrecoupée de moments de débats sur des thématiques variées, leur permettra de confirmer ou élaborer un projet professionnel avec l'aide d'un conseiller d'insertion professionnelle de l'association Justice 2ème Chance.

« Dehors » :

Les participants intègrent à la sortie un dispositif de formation en cohérence avec le projet professionnel validé en détention, leur permettant d'acquérir des compétences complémentaires, alternant des périodes en formation et en entreprise, sous la forme d'un CDPI (Contrat De Professionnalisation Intérimaire) ou d'un CIPI (Contrat d'Insertion Professionnelle Intérimaire). Pendant cette formation, ils sont salariés d'une entreprise de travail temporaire ou d'une entreprise de travail temporaire d'insertion. AKTO – réseau travail temporaire contribue au financement de la formation, sur demande des entreprises d'insertion.

L'accompagnement de Justice 2ème Chance se poursuit pendant cette période de formation.

A l'issue de ce dispositif, les participants peuvent poursuivre leur formation sous la forme d'un contrat de professionnalisation, bénéficier d'un contrat de CDI intérimaire, être recruté par une entreprise classique...

Public visé : Détenus des maisons d'arrêt de La Santé (75), Nanterre (92) et Villepinte (93)

Nombre : 34




Partenaires : Administration Pénitentiaire
Fédération des Entreprises d'Insertion d'Ile-de-France
AKTO - réseau travail temporaire

Taux visé de placement en emploi et/ou en formation : 60 %

Le porteur n'étant pas en mesure d'apporter les cofinancements privés à la hauteur des montants prévus, il a revu ses dépenses et le nombre de bénéficiaires de l'action à la baisse, en adéquation avec ses ressources (fonds propres, fonds publics et fonds privés).

Ainsi, pour la CP de janvier 2022, le montant de la subvention régionale est maintenu à 120 000€, le taux d'intervention régional est modifié de 31,80% à 43,64% et le nombre de bénéficiaires de l'action passe de 72 à 34.

Localisation géographique :

-  PARIS
-  NANTERRE
-  VILLEPINTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Accompagnement	49 586,22	18,03%
Formation	137 751,00	50,09%
Ingénierie	7 446,00	2,71%
Autres démarches (animation, suivi...)	80 216,78	29,17%
Total	275 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention PRIC REGION	120 010,00	43,64%
Aides publiques	45 000,00	16,36%
Aides privées	68 000,00	24,73%
Fonds propres	41 990,00	15,27%
Total	275 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.58981, relatif aux aides à la formation pour la période 2014-2023, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014, modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE du 7 juillet 2020.

DOSSIER N° EX053339 - Appel à projets PRIC (Plan Régional d'Investissement dans les Compétences) - ROCKET SCHOOL - La Déter'School

Dispositif : Appel à projets COMPETENCES + dans le cadre du PACTE/PIC (n° 00001169)

Délibération Cadre : CR2019-011 du 20/03/2019

Imputation budgétaire : 931-112-6574-111006-400

Action : 11100605- Formations complémentaires

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Appel à projets COMPETENCES + dans le cadre du PACTE/PIC	177 885,00 € TTC	80,00 %	142 308,00 €
	Montant total de la subvention		142 308,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ROCKET SCHOOL
Adresse administrative : 46 RUE RENE CLAIR
75018 PARIS 18E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur JEREMY DIAVET, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 15 décembre 2020 - 15 mars 2022

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le projet tente de répondre à la problématique suivante : "comment créer un lien entre des entreprises du numérique qui peinent à recruter et des jeunes talents, éloignés de l'emploi, qui (se) cherchent sur les métiers en tension du digital ?"

L'approche de notre réponse est la suivant :

- Réussir à aller toucher et sensibiliser un public très éloigné de l'emploi
- Mettre en place un processus de recrutement léger et souple, valorisant la personnalité et la motivation plus que le CV
- Diversifier les profils des recrutés dans une logique « égalité des chances »
- Former de manière courte et opérationnelle avec un objectif d'apprendre un métier et de retrouver un emploi : une formation 100% efficace et en adéquation avec les besoins des entreprises
- Accompagner et mettre en place un environnement favorable afin de viser la remise à l'emploi et limiter les abandons

Public visé : - Les jeunes NEET

- Les demandeurs d'emploi peu ou pas qualifiés de niveau infra 4
- Les résidents de quartiers en politique de la ville

Nombre : 30

Partenaires : les Déterminés

Le consortium Rocket School x Les Déterminés offre une complémentarité en termes de sourcing, de formation, d'accompagnement et de réseau d'entreprises partenaires permettant la remise à l'emploi de publics qui en sont éloignés sur des métiers en tension.



Taux visé de placement en emploi et/ou en formation : 75 %

ROCKET SCHOOL reversera une somme de 62 615 € à son partenaire du consortium LES DETERMINES

Le porteur n'étant pas en mesure d'apporter les cofinancements privés à la hauteur des montants prévus, il a revu ses dépenses à la baisse, en adéquation avec ses ressources (fonds propres et fonds privés), afin de pouvoir mener l'action à son terme.

Ainsi, pour la CP de janvier 2022, le montant de la subvention régionale est maintenu à 142 308€ et le taux d'intervention régional passe de 55,18% à 80,00%.

Localisation géographique :

-  PARIS
-  CERGY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Accompagnement	30 070,00	16,90%
Formation	111 935,00	62,93%
Ingénierie	16 200,00	9,11%
Autres démarches (animations, suivi...)	19 680,00	11,06%
Total	177 885,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention PRIC Région	142 308,00	80,00%
Aides privées	20 000,00	11,24%
Fonds propres	15 577,00	8,76%
Total	177 885,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

Annexe 4 : Avenants projets PRIC

CONVENTION N°: 20-EX053324-001-PRIC

ACTION SAFIR: S20PRIC92003NR

N° IRIS : EX053324

Pacte régional d'investissement dans les compétences

Dispositif « Compétences + » 2020

AVENANT N°1

Entre

La Région Ile-de-France, située 2 rue Simone Veil 93400 SAINT-OUEN-SUR-SEINE, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE

Ci-après dénommée la « Région »

En vertu de la délibération n° CP 2022-006 du 28 janvier 2022.

d'une part,

Et

L'association « Justice Deuxième Chance »,

dont le n° SIRET et code APE sont : 805 067 428 000 39

dont le siège social est ZAC du Cornillon Nord CS 60003 – 93200 SAINT DENIS

ayant pour représentant, Monsieur Jean-Jacques ORIOU, Vice-président

Ci-après dénommé « J2C », ou « l'organisme »

d'autre part,

En vertu des délibérations n° CR 2019-11 du 20 mars 2019, n° CP 2020-501 du 18 novembre 2020 et n° CP 2022-006 du 28 janvier 2022.

Il a été convenu de ce qui suit :

Article 1 : Modification de l'article 1 de la convention

Le paragraphe 2 de l'article 1 de la convention adoptée par délibération de la Commission Permanente d'Ile-de-France n° CP 2020-501 du 18 novembre 2020 et telle que signée par les parties est modifié et remplacé comme suit :

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention spécifique correspondant à **43,64 %** de la base subventionnable du budget du projet, soit un montant maximum de subvention de **120 000,00 €**.

Le paragraphe 3 de l'article 1 de la convention adoptée par délibération de la Commission Permanente d'Ile-de-France n° CP 2020-501 du 18 novembre 2020 et telle que signée par les parties est modifié et remplacé comme suit :

Le budget révisé du projet est détaillé dans l'annexe dénommée « Fiche projet » du présent avenant.

Article 2 : *Modification de l'article 2.1 de la convention*

Le paragraphe 2 de l'article 2.1 de la convention adoptée par délibération de la Commission Permanente d'Île-de-France n° CP 2020-501 du 18 novembre 2020 et telle que signée par les parties est modifié et remplacé comme suit :

A ce titre, il s'engage à accompagner / former 34 personnes inscrites comme demandeur d'emploi de niveau infra 4 avant le 19 décembre 2022.

A titre dérogatoire, une proposition de 14 % du public-cible ayant le niveau baccalauréat pourra bénéficier de la présente action.

Article 3 : *Ajout d'un article*

Article 2.5 : Obligations en matière d'éthique

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion, favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

La Présidente de la Région Ile-de-France

**Le Vice-président de
« Justice deuxième Chance »**

CONVENTION N°: 20-EX053339-001-PRIC

ACTION SAFIR: S20PRIC75007NR

N° IRIS : EX053339

Pacte régional d'investissement dans les compétences

Dispositif « Compétences + » 2020

AVENANT N°1

Entre

La Région Ile-de-France, située 2 rue Simone Veil 93400 SAINT-OUEN-SUR-SEINE, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE

Ci-après dénommée la « Région »

En vertu de la délibération n° CP 2022-006 du 28 janvier 2022.

d'une part,

Et

La société « Rocket School »,

dont le n° SIRET et code APE sont : 849 537 030 00025

dont le siège social est situé au 46-48 rue René CLAIR 75018 PARIS

ayant pour représentant, Monsieur Jérémie DIAVET, Directeur général

Ci-après dénommé « Rocket School », ou « l'organisme »

d'autre part,

En vertu des délibérations n° CR 2019-11 du 20 mars 2019 et n° CP 2020-501 du 18 novembre 2020 et n° CP 2022-006 du 28 janvier 2022.

Il a été convenu de ce qui suit :

Préambule

Dans le rapport CP 2020-501 voté en Commission permanente du 18 novembre 2020, une subvention a été octroyée au tiers « Rocket School », au titre de porteur du projet « *La Déter'School* ». Depuis lors, le porteur n'étant pas en mesure d'apporter les cofinancements privés à la hauteur des montants prévus, il a revu ses dépenses à la baisse, en adéquation avec ses ressources (fonds propres et fonds privés), afin de pouvoir mener l'action à son terme. L'organisme a donc sollicité, pour le maintien du montant de la subvention régionale votée à hauteur de 142 308€, la modification à la hausse du taux d'intervention régional de 55,18% à 80,00%, à travers la signature d'un avenant à la convention.

Article 1 : *Modification de l'article 1 de la convention*

Le paragraphe 2 de l'article 1 de la convention adoptée par délibération de la Commission Permanente d'Île-de-France n° CP 2020-501 du 18 novembre 2020 et telle que signée par les parties est modifié et remplacé comme suit :

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention spécifique correspondant à **80,00 %** de la base subventionnable du budget du projet, soit un montant maximum de subvention de **142 308,00 €**.

Le paragraphe 3 de l'article 1 de la convention adoptée par délibération de la Commission Permanente d'Île-de-France n° CP 2020-501 du 18 novembre 2020 est modifié et remplacé comme suit :

Le budget révisé du projet est détaillé dans l'annexe dénommée « Fiche projet » du présent avenant.

Article 2 : Ajout d'un article

Article 2.5 : Obligations en matière d'éthique

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion, favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

La Présidente de la Région Ile-de-France

**Le Directeur général de
« Rocket School »**